

EXERCICE 8, UNITÉ IV

1.1. Ajouter en gardant la même perspective

CONSIGNE

Expliquez pourquoi les éléments introduits par *entre autres* sont pertinents pour les propos des auteurs.

EXEMPLE

La grande majorité des femmes béninoises vivent en milieu rural où elles représentent le plus gros effectif de la main-d'œuvre agricole. Dans le même temps, elles sont frappées de plein fouet par la pauvreté. Au Bénin, les taux les plus faibles en matière de scolarisation, d'alphabétisation, d'accès aux soins de santé et à l'emploi se retrouvent chez les femmes. Cet état de fait accentue leur vulnérabilité et les autorités étatiques en ont pris conscience.

[...] En janvier 2001, le gouvernement béninois a adopté la politique nationale de la promotion de la femme dont l'objectif était l'amélioration des conditions de vie de cette couche de la population à travers le renforcement de ses capacités dans les domaines économique, social, culturel et juridique. Cette initiative a été suivie en septembre 2002 de l'adoption du Document de Stratégie de la Réduction de la Pauvreté (DSRP) qui a pour but, entre autres, de réduire progressivement les inégalités entre hommes et femmes et d'assurer le relèvement du niveau de vie de l'ensemble de la population. (1)

RÉPONSE

L'auteur mentionne la réduction des inégalités entre hommes et femmes parce qu'il se concentre sur les inégalités dont sont victimes les femmes au Bénin. Il mentionne également le relèvement du niveau de vie de l'ensemble de la population parce qu'il s'intéresse au rôle des femmes dans la lutte contre la pauvreté, comme le montre le titre de son article « Education et lutte contre la pauvreté au Bénin : la précieuse contribution des femmes ».

1. Des organisations nationales et internationales accompagnent l'Etat béninois dans la mise en œuvre de sa politique de réduction de la pauvreté. Les formations, les appuis-conseils et le financement des projets sont, **entre autres**, les stratégies souvent utilisées par celles-ci.

Dans ce cadre, la coopération danoise au Bénin, en partenariat avec les Ministères de l'Education, de l'Agriculture, du Transport et de l'Energie a financé la formation sur l'institutionnalisation du genre dont la restitution a été faite en juin 2006. L'objectif est d'impliquer davantage les femmes à tous les niveaux de la vie de ces ministères.

La SNV [organisation néerlandaise de développement], quant à elle, travaille à la formation des femmes au leadership et au renforcement de leurs capacités à la gestion politique. La Coopération Suisse, en dehors de ses diverses actions en faveur des femmes, a mis à la disposition de la population béninoise cinq films « Genre et développement » qui constituent de véritables matériels éducatifs au renforcement de la participation des femmes dans le processus de leur épanouissement social. (1)

2. Parmi les autres auteurs qui ont contribué à la critique du « développement durable » mentionnons **entre autres** Gilbert Rist (1996), Wolfgang Sach (1997), Enrique Leff (2002), Serge Latouche (2004), Agha Khan (2005). (2)

3. Comment expliquer que les décideurs de certains pays adoptent plus aisément et plus radicalement la proposition de l'éducation pour le développement durable, subordonnant de ce fait l'éducation à un programme politico-économique particulier ? En raison de la résonance avec leur propre culture sociopolitique, basée sur la compétitivité économique ? En raison des contraintes d'une grande pauvreté, qui oblige à une certaine docilité à l'égard des prescriptions des instances de supra-gouvernance (en particulier de la Banque mondiale) ? Pourquoi certains pays sont-ils moins perméables que d'autres aux propositions ou prescriptions internationales ? Une telle « résistance » associée à un désir d'autodétermination (**entre autres**, en matière de l'éducation) peut-elle s'expliquer par une plus grande capacité à construire et affirmer son identité collective et à valoriser sa culture ? Comment une telle capacité se développe-t-elle ? Dans quelles conditions ? Comment se joue la dynamique dialectique entre l'« instituant » et l'« institué » ? En particulier, quelle est l'influence des artisans (personnes ou organisations) responsables de concevoir les politiques et stratégies nationales, sur les caractéristiques de ces dernières ? Quelle est l'influence de leur propre culture éducationnelle, de leur sensibilité écologique, de leur vision du monde et de l'étendue et la nature de leur sphère de pouvoir ? (2)

4. Nonobstant les efforts des gouvernements visant à limiter les hausses des prix des produits pétroliers et de l'électricité et à sécuriser l'approvisionnement, les citoyens vivent mal la présente situation caractérisée par des pénuries et par la cherté de l'énergie. En 2005, l'AIE [agence internationale de l'énergie] estimait que le maintien du prix du brut à 55\$ le baril allait se traduire par un doublement en 2006 de la facture pétrolière de l'Afrique subsaharienne (A.S.S.), qui atteindrait quelque 20 milliards de dollars. Mais, en 2006, le prix du baril a été la plupart du temps au-dessus de 60\$, avec des pointes supérieures à 75\$.

Si pour des raisons de compétitivité de l'économie et de maintien de la cohésion sociale, la répercussion intégrale des cours mondiaux sur le prix au consommateur est impensable, en revanche, la politique de subvention apparaît intenable sur le long terme. C'est la raison pour laquelle, afin de sortir de ce dilemme, une vingtaine de pays africains, à l'initiative du Sénégal, se sont retrouvés à Dakar, le 27 juillet 2006, pour mettre sur pied une Association des Pays Africains Non Producteurs de Pétrole (PANPP). Cette association vise, **entre autres**, à protéger les pays membres contre les hausses intempestives du prix du baril, organiser la solidarité africaine en matière de pétrole, développer et promouvoir les biocarburants comme produits de substitution au pétrole. Les thèmes relatifs à la solidarité entre pays africains producteurs de pétrole, les PAPP, et les PANPP et aux biocarburants auront été les thèmes dominants des assises de Dakar. (1)

5. La culture n'est pas seulement faite des beaux-arts, de la danse, de la musique, des arts populaires, du cinéma, de l'artisanat, etc. Elle est aussi, par exemple, hébergée implicitement ou explicitement par la consommation. Le consommateur est de plus en plus un acteur explicite du développement durable lorsqu'il cherche, par exemple, à réunir alimentation et santé. La quête de la « traçabilité », ou la recherche de l'origine identitaire des produits, est un souci de plus en plus partagé. Et l'on peut même aller plus loin et, par exemple, vouloir connecter l'alimentation, la production, l'espace agricole et la vie des paysans. Nous avons pu mesurer des cas concrets de cette approche dans plusieurs pays : la Chine, la Tunisie, etc. La pédagogie du développement durable doit faciliter ce genre de préoccupation. Nous en connaissons en France quelques exemples. Les cantines scolaires, **entre autres**, servent de terrain où l'on peut expliquer ce genre d'interfaces et relier les questions d'hygiène alimentaire, de malnutrition (ou d'obésité) autant que la traçabilité des produits ou le commerce équitable. Les jeunes sont ainsi associés de plain-pied à des problématiques autrement très peu perçues, que seuls avaient décelées quelques pionniers comme Khallal ou Trémolières, grands nutritionnistes plus préoccupés, déjà dans les années 60, par la culture que par les calories. (3)

6. Philippe DOMERGUE est actuellement chargé de mission auprès du Président du Conseil Supérieur du Service Public Ferroviaire français rattaché au Ministre chargé des Transports. Ingénieur et économiste, il a d'abord travaillé dans un bureau d'études économiques puis est entré à la SNCF. Il a **entre autres** contribué à l'élaboration du concept de Réseau européen de trains à grande vitesse, prototype des réseaux transeuropéens. (4)

7. Malgré les récentes améliorations entourant la circulation (nouvelles routes, meilleure gestion des carrefours et du stationnement), les habitants de Beyrouth se plaignent de la pollution atmosphérique et du bruit routier (« on ne peut plus laisser les fenêtres ouvertes ») ainsi que des conséquences sur la santé, **entre autres** les maladies respiratoires (la facture médicale augmente en moyenne de 11 % par an depuis 1996). Cette pollution est liée aux embouteillages et à la vétusté de nombreux véhicules, lesquels sont peu contrôlés. Cette situation est jugée préoccupante puisqu'une commission parlementaire a été mise en place pour l'étudier et proposer des mesures. Une loi promulguée par le Parlement le 7 août 2001 vise à limiter autant que possible la pollution provoquée par un parc automobile estimé à environ un million et demi de véhicules. (5)

Tous les passages sont extraits d'articles parus dans Liaison Energie-Francophonie (publication de l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF), un organe subsidiaire de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie).

(1) « Education et lutte contre la pauvreté au Bénin : la précieuse contribution des femmes » Entrevue avec Afiavi Schonou Tchona, n° 72, 3e trimestre 2006, *Former et éduquer pour changer nos modes de vie*.

(2) « L'organisation et la structuration du secteur de l'éducation en rapport avec les énoncés du développement durable », Lucie Sauvé, n° 72, 3e trimestre 2006, *Former et éduquer pour changer nos modes de vie*.

(3) « Culture et développement durable : la percée », Serge Antoine, n° 68, 3e trimestre 2005, *Culture et développement durable*.

- (4) Présentation de l'auteur de l'article « Guérir notre système de transport : diagnostics, remèdes et ordonnances », n° 68, 3e trimestre 2005, *Culture et développement durable*.
- (5) « Les politiques de transport urbain : le cas du Grand Beyrouth », Adel Mourtada, n° 58, 1er trimestre 2003, *Transport et énergie*.